



**Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.**

Berne, le 14 juillet 2017

Info économique II / 2017

Synthèse

La conjoncture mondiale a continué de se redresser ces derniers mois. Dans l'UE, en particulier, la production a connu une plus forte croissance. Les entreprises se montrent plus optimistes. Cette évolution a aussi dynamisé l'économie exportatrice suisse, alors que le franc, fortement surcoté par rapport à un cours « équitable » de 1,25 à 1,30 CHF pour un euro, est resté un frein à l'énergie expansionniste. Il n'en demeure pas moins que les exportations ont augmenté dans la plupart des branches. Jusqu'à présent, la croissance est pourtant restée trop faible pour que les entreprises se remettent à embaucher davantage. L'emploi a stagné. Le chômage a légèrement reculé.

La conjoncture devrait continuer de s'accélérer dans les mois à venir. Les enquêtes auprès des entreprises dépeignent un tableau positif mais la plupart des prévisionnistes tablent sur une croissance plutôt modérée de moins de 2% du produit intérieur brut pour l'UE. Au vu des bons résultats des sondages, de bonnes surprises sont toutefois possibles. Avec plus ou moins 1,5%, les prévisions de croissance du PIB en Suisse sont un peu plus faibles, surtout à cause du franc surcoté. Or, avec une aussi faible croissance, les entreprises ne créeront pas énormément d'emplois. Le taux de chômage ne devrait donc baisser que de 3,3 à 3,2%. L'inflation repart à la hausse. Il faudra s'attendre à des taux de renchérissement de l'ordre de 0,5% dans les prochains mois.

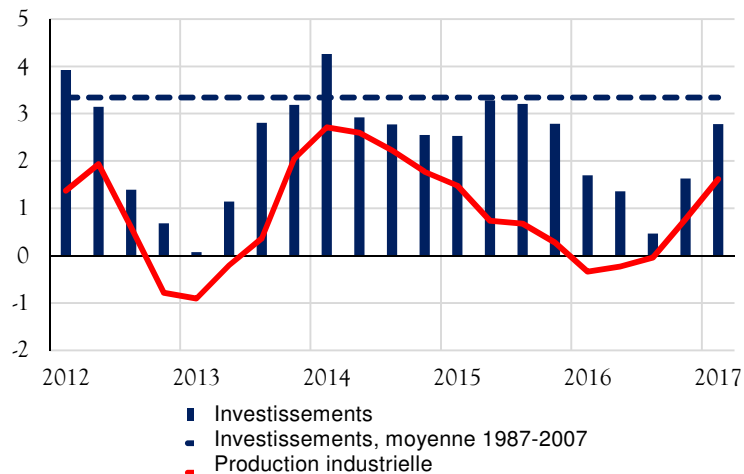
Reprise de la conjoncture

1. La conjoncture s'améliore, notamment dans la zone Euro.

La reprise de l'économie mondiale s'affermi. Dans la zone Euro, le produit intérieur brut PIB a connu une croissance de 2,3% au premier trimestre (variation par rapport au trimestre précédent, annualisée). C'est légèrement plus que les 1,8% en moyenne en 2016. Aux États-Unis, la croissance a marqué le pas avec 1,4% au premier trimestre mais, compte tenu la forte croissance de la consommation au second semestre 2016, il faut plutôt y voir une normalisation passagère et ne pas s'en inquiéter.

Le fait que les entreprises investissent de nouveau davantage incite à l'optimisme quant à l'évolution de la conjoncture. Depuis la crise financière, la croissance des investissements et de la production a jusqu'à présent été inférieure à la moyenne dans toute l'OCDE. Les raisons en sont: a) des surcapacités dans les entreprises qui se cumulent avec une demande de produits intérieure et étrangère atone b) des problèmes de financement dans différents pays. A l'heure actuelle (vers 2016/début 2017) un redressement s'esquisse. La croissance des investissements et de la production industrielle s'accélère à nouveau.

Investissements et production industrielle dans les pays de l'OCDE (croissance par rapport à l'année précédente)

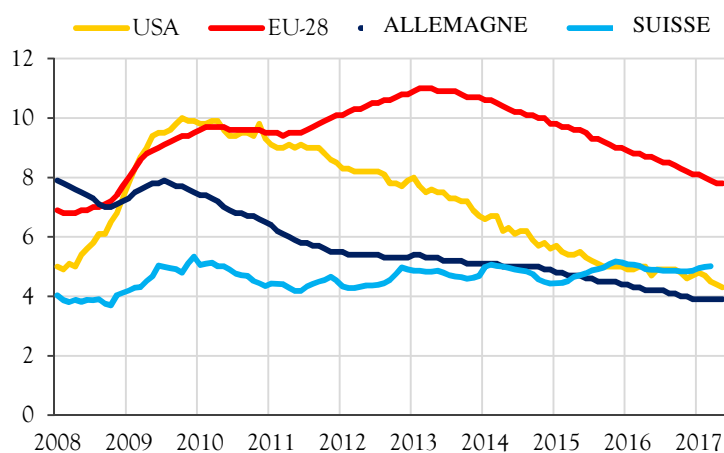


Source: OCDE

L'emploi prend de l'ampleur dans tous les pays de la zone Euro. Au premier trimestre, il a augmenté en tout de 1,6% (même trimestre de l'année précédente, annualisé). Cette évolution est particulièrement marquée au Portugal (environ 4%). C'est en France que la reprise de l'emploi est la plus faible (env. 0,8%). Les entreprises embauchent davantage aux Etats-Unis. La croissance de l'emploi y a été de 1,4% et de 1,6% (au 1^{er} et au 2^e trimestre). Le taux d'activité à la baisse depuis l'an 2000 s'est stabilisé. Le chômage a continué de baisser presque partout durant l'année en cours. L'Allemagne constitue une exception positive. Le taux de chômage y est historiquement bas avec 3,9%.

Taux de chômage

(Données désaisonnalisées, selon l'OIT en pourcentage)



Source: Eurostat, OFS

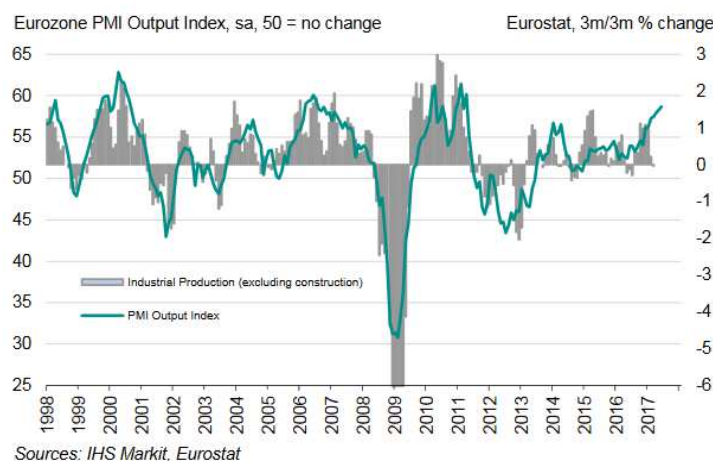
Le renchérissement a légèrement reculé en mai et en juin. Dans la zone euro, il était de 1,3% en juin (par rapport à l'année précédente). Pour les plupart des autres pays et régions, nous ne disposons que des données de mai. Aux États-Unis, les prix à la consommation ont augmenté de 1,9%. Le faible tassement de l'inflation est imputable avant tout à la relative stagnation des cours du pétrole. Ceux-ci ne contribuent en effet plus guère au renchérissement. Le taux d'inflation sous-jacent (qui ne tient pas compte de l'énergie et des produits saisonniers) demeure nettement inférieur à 2% dans la plupart des pays. Les économistes se sont beaucoup interrogés à ce sujet. Comme le chômage est tombé à de faibles niveaux à de nombreux endroits (en Allemagne ou aux États-Unis par exemple), on s'attendait à des augmentations plus fortes des salaires et des prix. Voici quelques explications possibles pour la faible pression des salaires et des prix¹:

- De nombreuses personnes exerçant une activité professionnelle n'ont trouvé qu'un emploi à temps partiel alors qu'elles aspirent à travailler davantage.
- Beaucoup d'emplois sont précaires avec des conditions de travail laissant à désirer.
- Comme les taux d'inflation sont faibles depuis longtemps, certains mécanismes d'ajustement (compensation du renchérissement, négociations salariales routinières etc.) ont disparu.
- Les salaires de la fonction publique n'ont que faiblement augmenté.
- Aux États-Unis, il subsiste un nombre considérable de chômeurs qui n'apparaissent dans aucune statistique (demandeurs d'emploi découragés).

Les perspectives conjoncturelles se sont sensiblement améliorées. Les résultats des enquêtes auprès des entreprises, en particulier, ont été largement meilleurs que l'année dernière, ces derniers mois. C'est particulièrement le cas dans la zone Euro. L'indice des acheteurs y dépasse nettement le seuil de 50 qui indique une croissance du PIB. Au vu de cet indice, on peut tabler sur une accélération de la croissance. Il en découle que la production industrielle a déjà un peu redémarré. Aux États-Unis, la confiance des consommateurs, un indice essentiel pour ce pays, atteint un niveau relativement élevé dans la comparaison historique. La croissance économique devrait se maintenir.

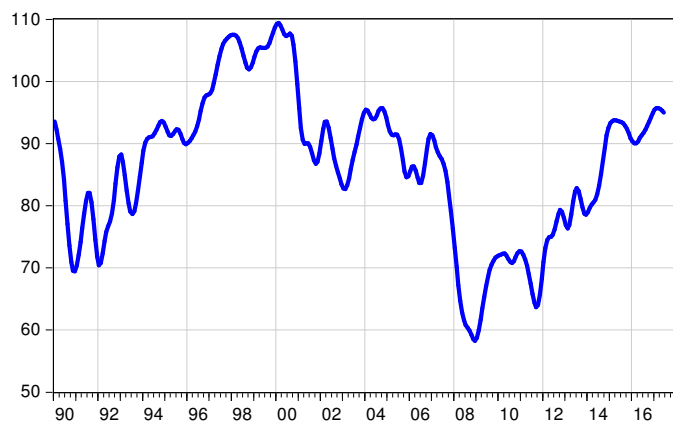
Indice des acheteurs PMI dans la Zone Euro

(valeurs de PMI supérieures à 50 = expansion, GDP = croissance du PIB)



¹ Voir par ex. Perspectives économiques globales OCDE (2017), Paris, p. 30.

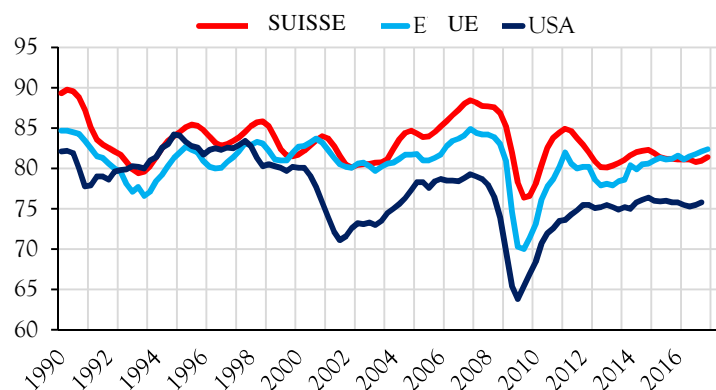
Confiance des consommateurs aux États-Unis (Données corrigées des variations saisonnières et aléatoires)



Source: Université du Michigan

Les effectifs d'actifs en hausse et la baisse du chômage engendrent une amélioration de la situation de revenu des ménages privés. La consommation privée devrait continuer de croître. Les capacités de production des entreprises sont mieux exploitées. En même temps, des machines et des véhicules obsolètes doivent être remplacés. L'activité d'investissement en hausse depuis le premier trimestre 2017 devrait persister. La demande d'investissements dope la demande générale et, partant, la croissance économique, ce qui renforce l'attrait de nouveaux investissements (« effet accélérateur »). Ce mécanisme se renforce de lui-même. Nous en subissons le revers de la médaille dans les phases de faiblesse ou de récession: les investissements faibles handicapent la croissance, voire provoquent une récession avec laquelle il est de moins en moins attrayant d'investir. En termes de consommation qui est, parallèlement à l'investissement, le second pilier de la demande générale, le tableau est aussi légèrement positif. Grâce à l'augmentation de l'emploi, les ménages ont plus de pouvoir d'achat, ce qui sera bénéfique à la consommation.

Exploitation des capacités dans l'industrie (en pourcentage, données désaisonnalisées)



Source: KOF ETH, Eurostat, FRED

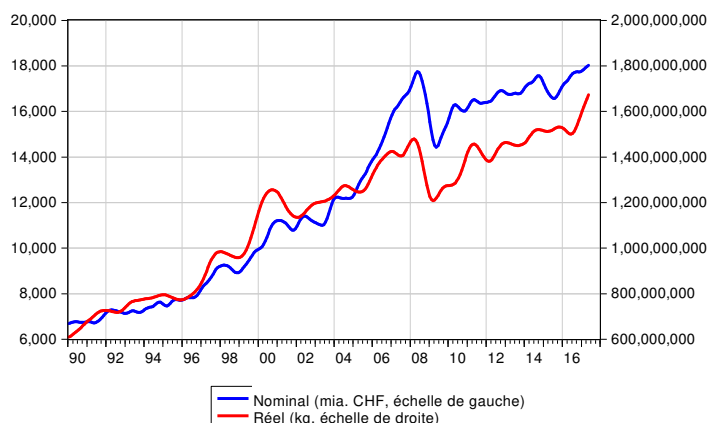
Pour la zone euro, les prévisions de croissance du PIB en 2017/2018 restent en majorité inférieures à 2%. Pour le PIB des États-Unis, une progression de 2 à 2,5% est attendue. L'inflation reste modérée mais est temporairement un peu supérieure à l'année précédente à cause de la hausse des cours du pétrole notamment. Les prévisions d'inflation pour la zone Euro sont légèrement inférieures à 2%. Pour les États-Unis, elles se situent entre 2 et 2,5%.

2. Economie suisse jusqu'au début de l'année 2017: Les exportations et les investissements repartent légèrement à la hausse.

Au second trimestre, la conjoncture suisse devrait être un peu plus dynamique mais nous ne disposons que de peu de statistiques représentatives à l'heure actuelle. Les exportations de marchandises ont de nouveau augmenté ces derniers mois jusqu'en mai 2017. En revanche, les exportations effectives sont sujettes à de fortes fluctuations susceptibles de tirer vers le haut le tableau ci-dessous, corrigé des variations saisonnières et aléatoires. Ce tableau plus positif est aussi étayé par les enquêtes du KOF auprès des entreprises et par l'indice des acheteurs. Ceux-ci démontrent que la production dans l'industrie et l'économie exportatrice connaît une plus forte croissance.

Exportations de marchandises

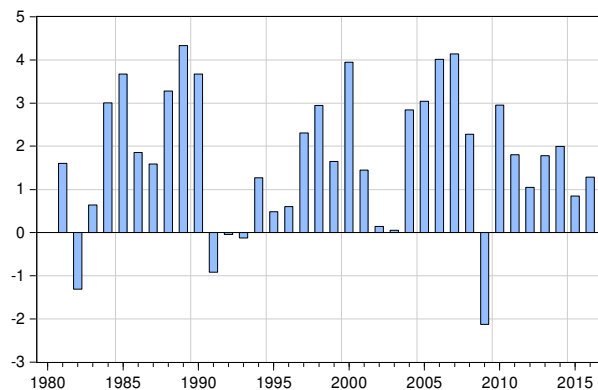
(données corrigées des variations saisonnières et aléatoires, hors métaux précieux)



Nous ne disposons de données complètes que pour le premier trimestre 2017. Or le résultat de ces statistiques est un peu moins positif. A raison de 1,1% (par rapport au trimestre précédent, annualisée), la croissance du PIB a été faible. C'est peu pour une phase de redressement conjoncturel, surtout au vu de la croissance démographique qui est de l'ordre de 1%. Les phases de reprise à la fin des années 1990 ou après 2004 se distinguaient par exemple par des taux de croissance de 3% et davantage.

Du point de vue conjoncturel, il est particulièrement bénéfique de voir les entreprises de nouveau investir davantage au premier trimestre. Les investissements en biens d'équipement (machines, informatique, R&D, etc.) ont augmenté de 7,1% (par rapport au trimestre précédent, annualisé). La construction a aussi poursuivi sa croissance (1,4%). En comparaison, l'expansion de la consommation privée a été faible (0,5%). Ce faible taux de croissance ne doit toutefois pas être surcoté. Il y a régulièrement certaines fluctuations d'un trimestre à l'autre.

Croissance du produit intérieur brut dans la comparaison historique (en pourcentage)

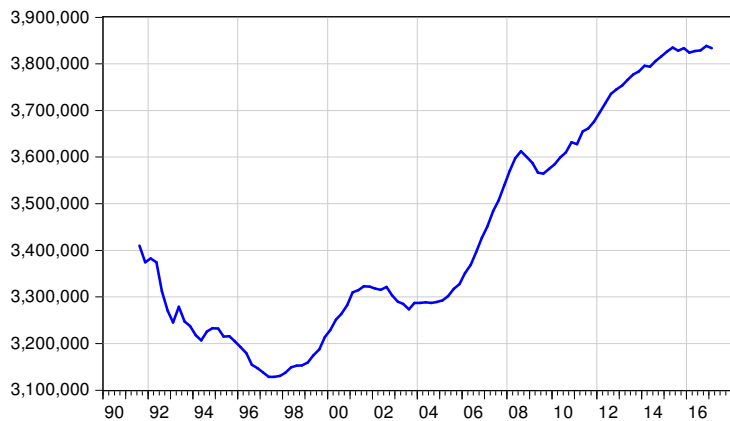


Source: OFS, Seco

La faible croissance économique a pesé sur l'évolution de l'activité. Au 1^{er} trimestre 2017, les entreprises suisses employaient même 5000 personnes de moins qu'au trimestre précédent (-0,4%). Comme la productivité augmente d'environ 1% par an en Suisse, les entreprises sont venues à bout d'une augmentation de la production ou de la valeur ajoutée de 1,1% (1^{er} trimestre 2017) sans avoir à embaucher du personnel. En fonction de l'exploitation des capacités et de la productivité des branches en expansion, le seuil d'emploi peut être un peu plus élevé ou plus bas.

Le recul dans le tertiaire a été particulièrement marqué (-1,2%, annualisé). C'est dans l'hôtellerie-restauration que l'activité a le plus baissé (6,4% annualisés). Le manque de neige dans les régions de montagne qui a causé des pertes en termes de nuitées en a assurément été la première cause. L'évolution de l'activité a aussi été négative dans le commerce de détail (-1,8%) et dans la location de services (-5,9%). L'industrie est légèrement repartie à la hausse (+0,4%), ce qui s'explique entre autres par des effectifs plus élevés dans la branche pharmaceutique. Il y a toujours un peu plus de 80 000 personnes qui travaillent dans l'industrie des machines. Les effectifs y sont largement inchangés depuis le milieu de l'année 2015.

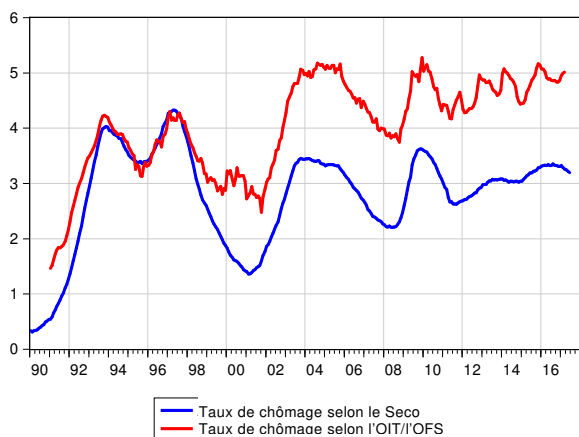
Emploi, équivalents en postes à plein temps
(désaisonnalisé, personnes)



Source: OFS

La légère embellie conjoncturelle a engendré un léger recul du chômage. Au cours du premier semestre, le taux de chômage a baissé de 3,3 à 3,2% (données désaisonnalisées). Le nombre de chômeurs a reculé d'un millier de personnes en moyenne mois après mois. Ainsi, la situation évolue certes dans le bon sens mais nous sommes encore loin d'un essor économique. Dans les vraies phases de croissance, le nombre de chômeurs diminue de 3000 personnes par mois, voire davantage.

Taux de chômage
(désaisonnalisé en pourcentage)



Source: OFS, Seco

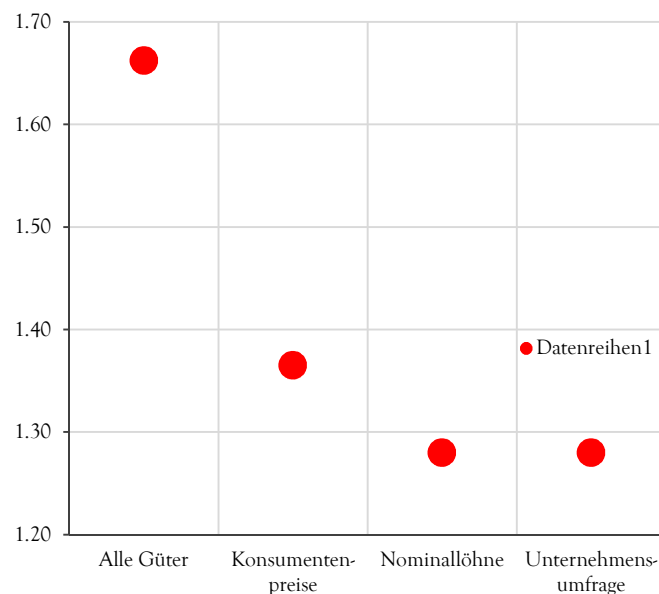
La situation de l'inflation a entamé une légère normalisation. Les prix de toutes les marchandises produites et des services (indice des prix pour le PIB) repartent légèrement à la hausse. Même les prix des biens de consommation, mesurés d'après l'indice des prix à la consommation, se sont de nouveau quelque peu renchérissés ces derniers mois. Le renchérissement a de nouveau été positif (entre 0,2 et 0,6%) tous les mois de l'année en cours (par rapport à l'année précédente). Au début de l'année, le niveau des prix a été dopé avant tout par les prix de l'énergie. Entretemps, cette catégorie

ne pèse plus guère sur les prix. Le renchérissement de 0,2% a surtout été marqué par les prix du logement en hausse de 1,1%.

Encadré 1: Franc surcoté: situation et répercussions

Le franc demeure clairement surcoté. Selon le mode de calcul, le cours «équitable» ou «équilibré» du franc par rapport à l'euro approche 1,30 CHF pour un euro.² Compte tenu du cours effectif de l'ordre de 1,10 CHF pour un euro, cette surévaluation d'environ 20% est un handicap sérieux pour l'économie suisse. Le point positif, c'est que le cours du franc a été quelque peu corrigé ces dernières semaines, surtout par rapport à l'euro. En théorie, il devrait s'approcher tôt ou tard du cours équilibré. Il faut en principe s'attendre à une tendance à la dévaluation. L'histoire démontre toutefois que de tels ajustements mettent beaucoup de temps. Les taux de change peuvent s'écarter des parités de pouvoir d'achat pendant des périodes prolongées.

Cours franc-euro «équilibré» ou «équitable»
(franc /euro)



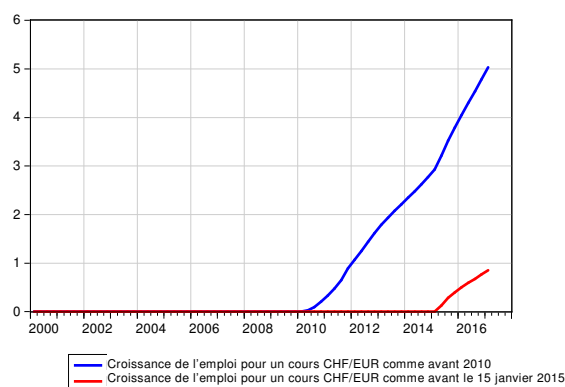
Tous les biens
Prix à la consommation
Salaires nominaux
... d'entreprise ((abgeschnitten))

Source: Calculs réalisés par l'USS avec des données d'Eurostat, de la BNS, de l'OCDE et de l'OFS.

² Ces estimations s'appuient sur différentes méthodes. L'estimation «Tous les biens» est basée sur une différence des niveaux de prix entre la Suisse et la zone Euro qui prend aussi en compte les prix des biens non négociables (tels que les loyers). La réalité devrait être surestimée. Avec un cours de 1,66 CHF pour un euro, le coût des paniers macroéconomiques est le même dans les deux régions. «Prix à la consommation» résulte de l'écart d'une inflation variable par rapport à une moyenne à long terme. L'estimation «Salaires nominaux» prend en compte la variation des coûts unitaires industriels par rapport à la moyenne à long terme. «Enquêtes auprès des entreprises» déduit le cours franc-euro équilibré des évolutions différentes des résultats des enquêtes auprès des entreprises entre celles menées en Allemagne et celles menées en Suisse (voir aussi le [blog de Daniel Lampart](#)).

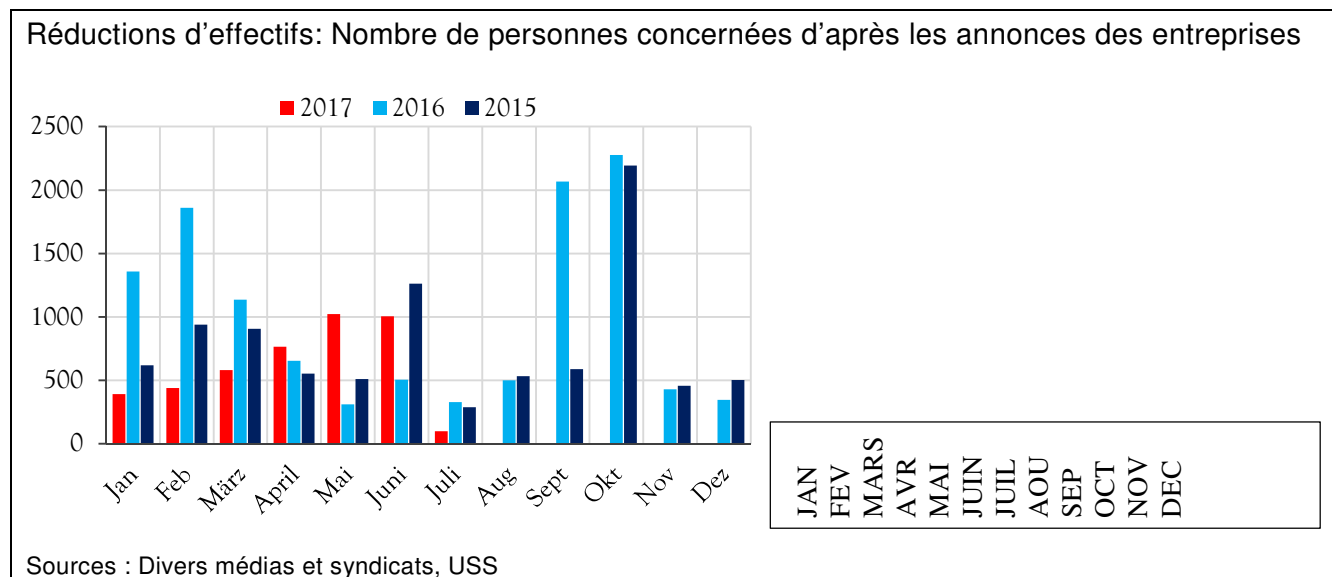
Les répercussions de la surévaluation sont évidentes. Ainsi, après la suppression du taux plancher, le 15 janvier 2015, le chômage est par exemple remonté en Suisse alors qu'il baisse dans presque tous les autres pays. Le nombre d'emploi perdus à cause du choc du franc est difficile à évaluer. Si l'économie exportatrice (industrie, tourisme) a clairement perdu des parts de marché, certains secteurs intérieurs pourraient en avoir gagné car, avec des prix plus faibles à l'importation, les ménages disposent de plus de revenu effectif dans le pays.

Évaluation sommaire de l'évolution de l'activité sans appréciation du franc
(variation par rapport à l'activité effective en pourcentage, taux de change effectif)



Source: Estimations de l'USS

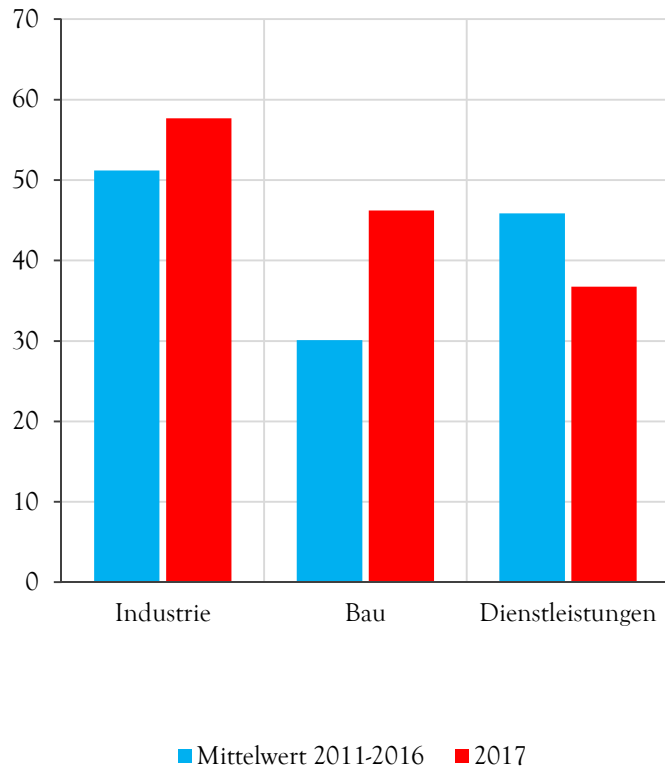
Le secrétariat de l'USS recense depuis quelques années les annonces publiques de licenciements collectifs. L'analyse ci-dessous démontre que la situation ne s'est pas significativement détendue jusqu'en juin 2017 inclus. Au regard du nombre des suppressions d'emplois annoncées par les entreprises, la situation était pire en 2015 et en 2016. Mais le nombre des cas est encore considérable dans l'année en cours. Les annonces de Novartis et de Bombardier portant respectivement sur 500 et 600 postes pèsent évidemment dans la balance.



3. La demande de biens redémarre mais l'emploi n'augmente guère

Le redressement de l'économie suisse devrait se poursuivre au cours de cette année mais la croissance du produit intérieur brut restera relativement faible. La plupart des prévisions tablent sur un taux de croissance de 1,5%. La conjoncture légèrement meilleure à l'étranger devrait être bénéfique à la croissance des exportations suisses. Cependant, même avec un cours de 1,10 CHF pour un euro, le franc reste nettement surcoté. La croissance des exportations restera donc globalement modérée. Compte tenu de l'amélioration des ventes, l'activité d'investissement des entreprises suisses se raffermira légèrement. Mais le degré d'exploitation des capacités qui demeure inférieur à la moyenne devrait inciter beaucoup d'entreprises à la prudence. Dans l'enquête du KOF sur les investissements, le nombre d'entreprises industrielles prêtes à investir dans leur extension au cours de l'année est certes en légère augmentation mais le point négatif, c'est que les sociétés de services comptent accentuer leur coup de frein. Il ne faut pas s'attendre à ce que la consommation privée dope sensiblement la demande. L'évolution de l'emploi et des salaires est en effet trop faible. De plus, les baisses des rentes et les augmentations des cotisations des caisses de retraite grèveront globalement le pouvoir d'achat.

Proportion d'entreprises investissant dans une extension
(en pourcentage)

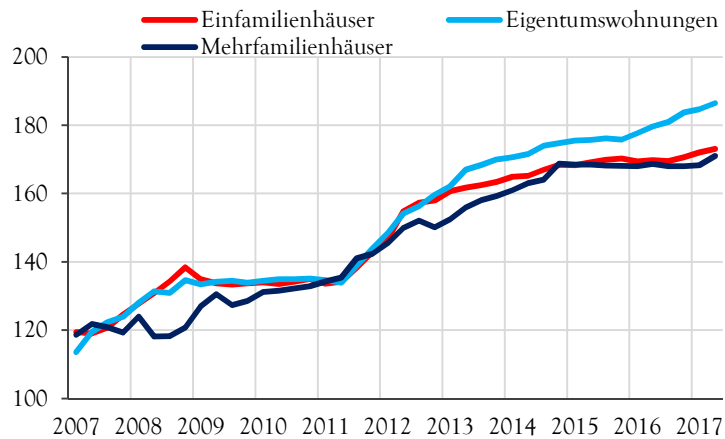


Source: KOF ETH

Dans la construction, il faut s'attendre à une tendance à la stabilisation au cours de l'année, notamment dans la construction de logements. Le segment « Santé et formation » devrait donner des impulsions légèrement positives. L'augmentation démographique nécessite en effet des investissements supplémentaires. Dans le génie civil des infrastructures, les investissements émanant du Fonds d'infrastructure ferroviaire FIF prennent progressivement le relais des effets de la construction des NLFA. Le Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) ne déploiera ses effets qu'en 2018.

Prix de l'immobilier
(1998=100)

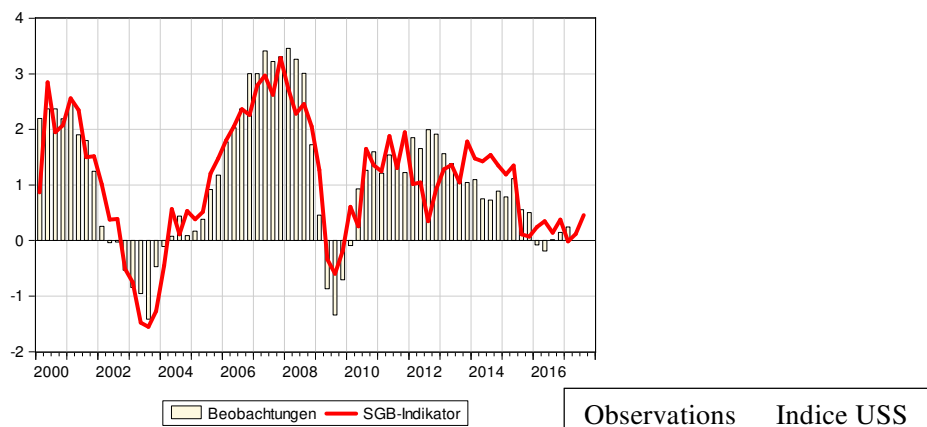
MAISONS INDIVIDUELLES
LOGEMENTS EN PROPRIETE



Source: CIFI

Les perspectives de l'emploi restent mitigées, D'après les enquêtes, les entreprises continueront de travailler avec leurs effectifs actuels dans l'industrie. Il en est de même dans beaucoup d'autres branches. Les banques, les assurances, le commerce de détail et la construction ne prévoient pas d'évolution notable de leurs effectifs. Le nombre d'emplois augmente par contre dans le secteur de la santé et du social. L'indice USS de l'emploi en équivalents à plein temps n'indique qu'une faible augmentation pour 2017. Cette prévision est conforme au taux de croissance prévu du PIB de l'ordre de 1,5%. Un point environ de ce taux peut être réalisé grâce à l'augmentation de la productivité avec les effectifs actuels. Comme l'emploi n'augmentera que légèrement, le chômage ne continuera de baisser que faiblement.

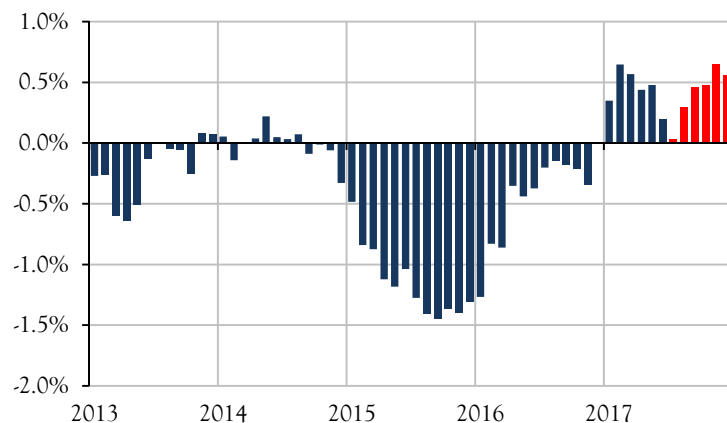
Indice de l'emploi en équivalents à plein temps
(variation par rapport à l'année précédente en pourcentage)



Source: OFS, USS

Le renchérissement repartira à la hausse au cours de l'année. A partir de septembre, nous tablons sur une augmentation des prix de l'ordre de 0,5% environ.

Renchérissment selon l'indice national des prix à la consommation et prévisions (variation par rapport à l'année précédente en pourcentage)



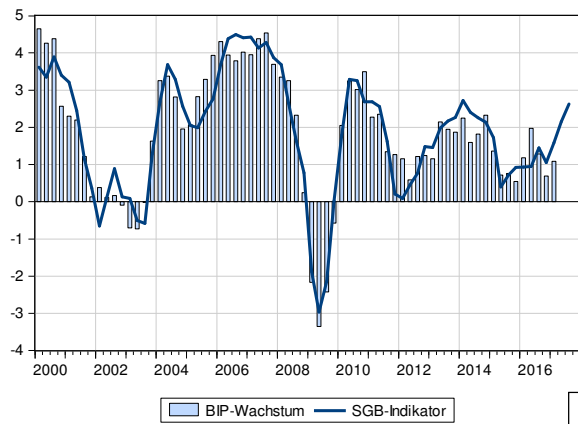
Source: OFS, USS

Les prévisions de développement de la conjoncture pour l'année prochaine sont entachées de nombreuses incertitudes. Le franc demeure fortement surcoté. Compte tenu des facteurs fondamentaux comme par exemple la différence de prix internationale, il devrait significativement se dévaluer mais l'expérience du passé a démontré que les phases prolongées de surévaluation ou de sous-évaluation ne sont malheureusement pas exceptionnelles. La récente évolution au-dessus de 1,10 CHF pour un euro est positive.

Pour la conjoncture mondiale, la plupart des prévisionnistes tablent sur une croissance relativement stable mais plutôt faible dans la comparaison historique. Les résultats particulièrement positifs des enquêtes menées ces derniers mois auprès des entreprises en Europe sont toutefois révélateurs d'une plus grande confiance. Il est donc tout à fait possible que l'embellie économique soit plus vigoureuse.

La plupart des modèles de calcul de l'USS prédisent une croissance du PIB de 1,7% pour 2017 mais les résultats très positifs des dernières enquêtes menées auprès des entreprises tend à corriger légèrement le modèle d'indice à la hausse. Avec une croissance de 1,7%, le taux de chômage ne baissera que légèrement pour s'établir à environ 3,2%. La prévision d'inflation pour 2017 est de 0,4%.

Indice du produit intérieur brut
(variation par rapport à l'année précédente)



Croissance du PIB	Indice USS
-------------------	------------

Source: OFS, Seco, USS

Prévisions conjoncturelles choisies
(indications en pourcentages)

	USS		KOF		SECO		Banque nationale Suisse	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Croissance du PIB	1,7	-	1,3	2,1	1,4	1,9	1,5	-
Taux de chômage	3,2	-	3,2	3,2	3,2	3,1	-	-
Renchérissment	0,4	-	0,3	0,3	0,5	0,2	0,3	0,3

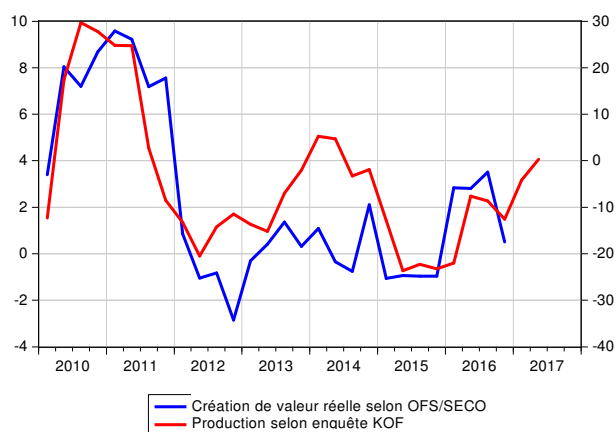
4. Tendence haussière pour l'économie exportatrice

Redressement de la production industrielle

La situation de l'industrie s'est quelque peu améliorée ces derniers mois. Nous ne disposons certes que de données qualitatives résultant des enquêtes auprès des entreprises pour la période postérieure à avril mais celles-ci révèlent que la production industrielle suisse a commencé à augmenter. Il est vrai que la branche a connu une longue traversée du désert. Dix ans après l'explosion de la crise financière de 2008, la création de valeur de l'industrie suisse ne dépasse que de façon infime le niveau antérieur à cette crise alors que le PIB mondial a grimpé de plus de 17% sur la même période. Dans les pays dont la monnaie n'est pas fortement surcotée comme l'Allemagne, l'industrie est en expansion. C'est la raison pour laquelle l'industrie suisse a perdu des parts du marché. Le récent redressement n'a que trop tardé pour le développement du secteur.

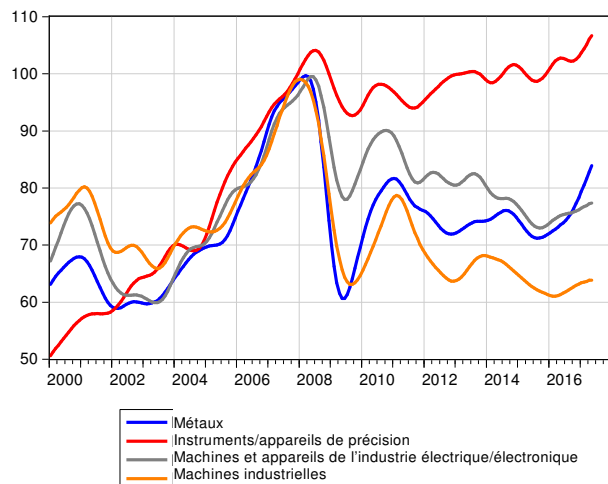
Création de valeur et production industrielles

(variation par rapport à l'année précédente, sondage KOF: Solde)



Source: OFS, Seco, KOF

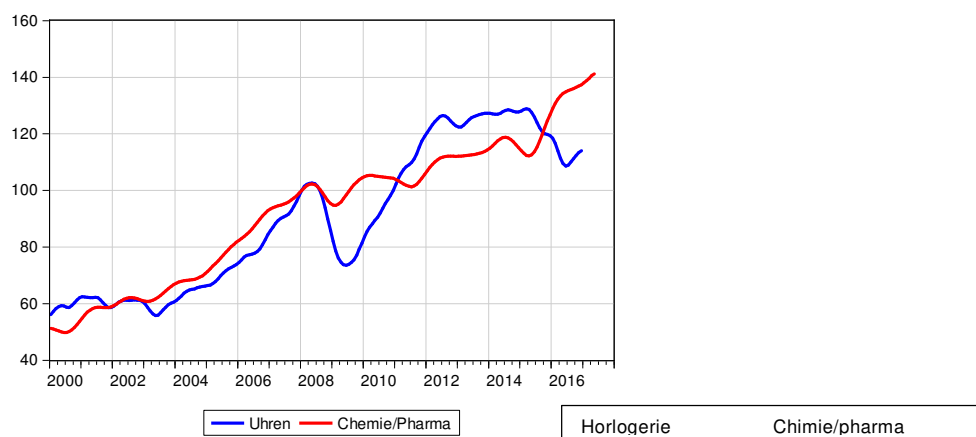
Exportations nominales des branches MEM (2008 = 100, en données désaisonnalisées et lissées)



Source: Administration fédérale des douanes

La situation des exportations s'est notablement améliorée. Ces derniers mois, à la fois toutes les branches de l'industrie MEM et l'industrie chimique ont livré davantage de produits à l'étranger (en nominal). Même l'horlogerie s'est reprise après sa baisse en 2015. Les exportations horlogères sont en hausse depuis quelques mois. La situation des branches MEM est bien sûr moins positive quand on fait une comparaison à plus long terme. Pour les machines industrielles notamment, les chiffres des exportations sont nettement inférieurs aux valeurs de l'année 2000.

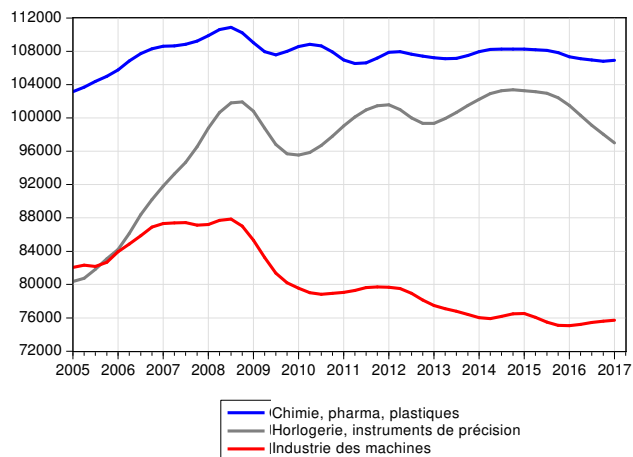
Exportations nominales horlogerie, chimie/pharma (2008 = 100, en données désaisonnalisées et lissées)



Source: Administration fédérale des douanes

L'emploi dans le secteur industriel s'est stabilisé au premier trimestre. Il n'y a que dans l'industrie horlogère que l'évolution a été négative. Dans l'industrie MEM, on observe de premiers signes d'une certaine tendance à la hausse.

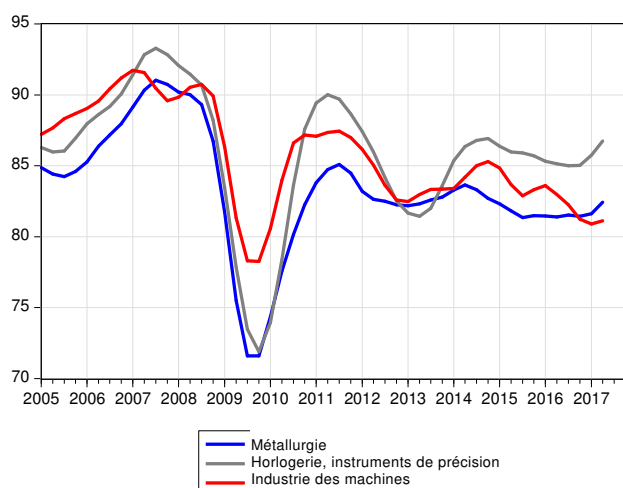
Emploi dans des branches industrielles majeures (équivalents à plein temps)



Source: OFS, statistique de l'emploi

Les capacités sont globalement un peu mieux exploitées. L'industrie horlogère redémarre visiblement. Dans la comparaison historique, le degré d'exploitation des capacités est inférieur à la moyenne dans plusieurs branches comme c'est par exemple le cas pour l'industrie des machines.

Degré d'exploitation des capacités dans l'industrie(en pourcentage, données désaisonnalisées et lissées)

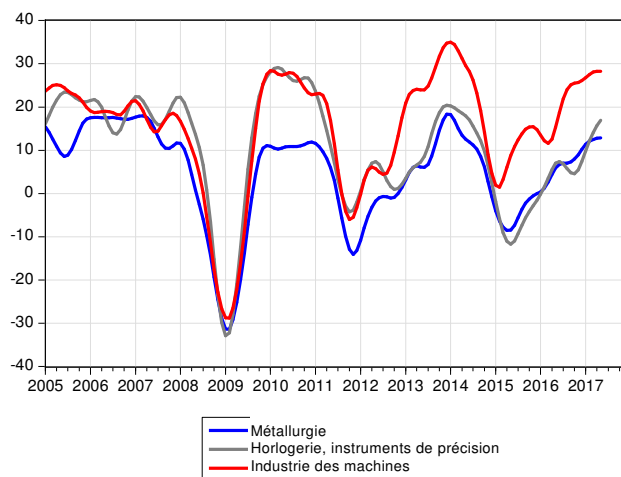


Source: KOF ETH, enquête sur la conjoncture dans l'industrie

Les prévisions des entreprises industrielles se sont sensiblement améliorées. Les entreprises sont plus nombreuses à tabler sur une augmentation de l'entrée de commandes pour le trimestre à venir.

Mais, compte tenu de l'exploitation des capacités qui demeure inférieure à la moyenne, celles-ci peuvent largement couvrir cette demande supplémentaire avec les capacités existantes. Il ne faut par conséquent pas s'attendre à une croissance de l'emploi. Les effectifs dans l'industrie ne devraient donc pas significativement évoluer.

Entrée de commandes attendue au cours des trois prochains mois
(solde selon enquête KOF, désaisonnalisée et lissée)

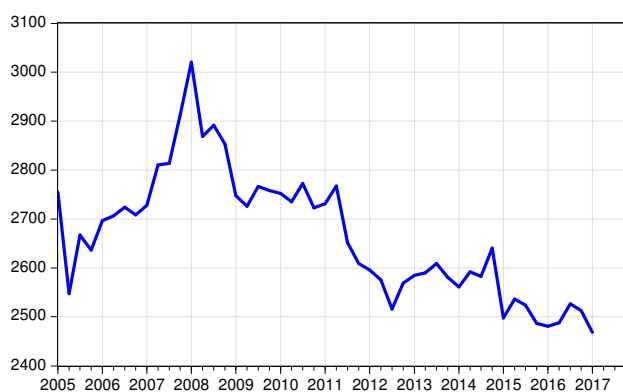


Source: KOF ETH, enquête sur la conjoncture dans l'industrie

A ce jour, l'évolution en 2017 de l'hôtellerie-restauration a été affectée par les conditions météorologiques.

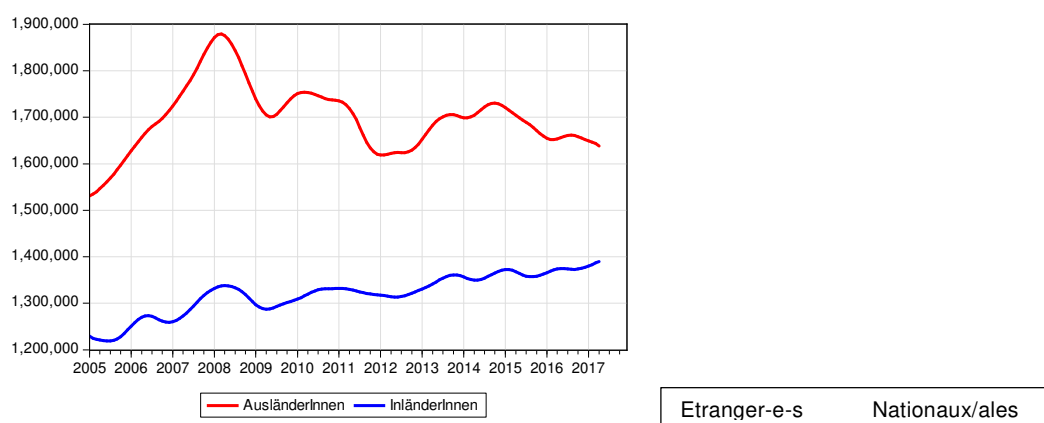
Le premier trimestre 2017 dans l'hôtellerie-restauration subi les effets du manque de neige en montagne. A la fois la création de valeur et l'emploi ont reculé. Le nombre des nuitées dans les hôtels a baissé par rapport au niveau de 2015. Cette baisse a encore été accentuée sur le plan des visiteurs étrangers début 2017 à la fois à cause des conditions météorologiques et du taux de change. La proportion des nuitées des clients nationaux a légèrement augmenté ces dernières années mais elle n'a pas été à même de compenser la forte baisse de visiteurs étrangers depuis l'année-record de 2008.

Création de valeur brute dans l'hôtellerie-restauration (mio. de CHF, désaisonnalisée)



Source: SECO, estimations trimestrielles du PIB

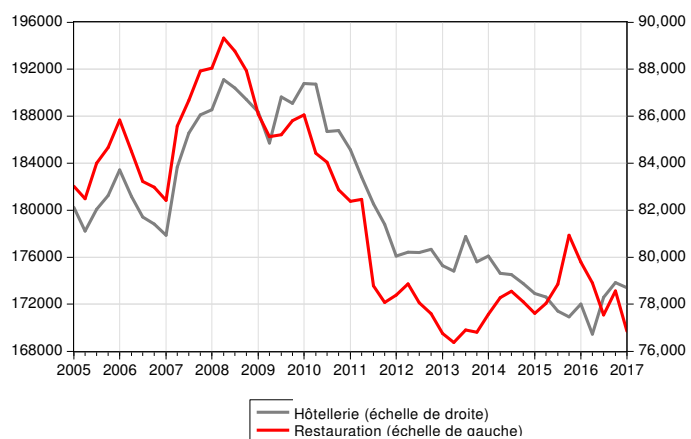
Nuitées dans les hôtels suisses (désaisonnalisées et lissées)



Source: OFS, HESTA

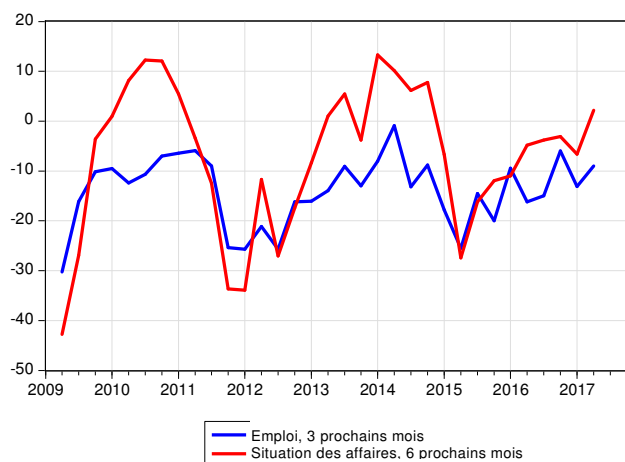
L'emploi dans la branche a plongé au début de l'année en raison du manque de neige. C'est principalement la restauration qui en a souffert. Dans l'hôtellerie, la fluctuation a été plus faible. Les hôtels en montagne étaient en effet ouverts malgré la météo défavorable et ont dû engager le personnel nécessaire pour fonctionner. Un tassement global du rendement en découle.

Emploi dans l'hôtellerie-restauration (personnes, désaisonnalisé)



Source: OFS, statistique de l'emploi

Situation des affaires et emploi prévus dans l'hôtellerie-restauration (solde selon enquête KOF, désaisonnalisé)



Source: KOF ETH, enquête sur la conjoncture dans l'industrie/OFS, statistique de l'emploi

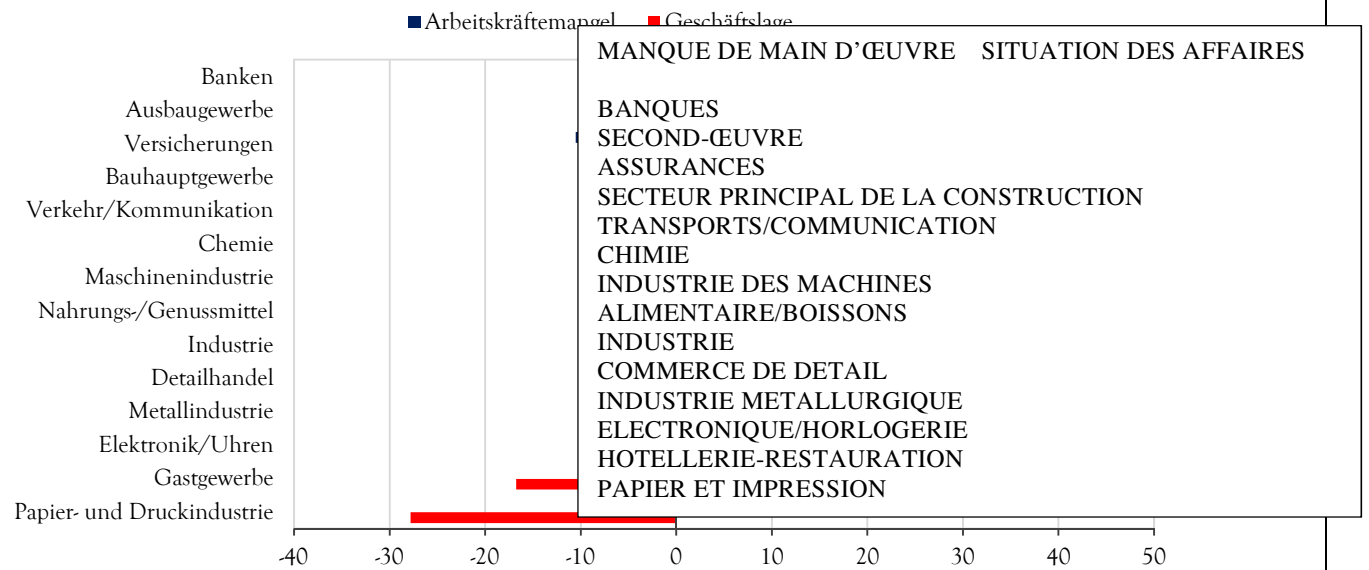
Depuis la suppression du taux plancher en 2015, les prévisions se sont significativement améliorées. Les réponses des hôtels et des restaurants au sujet de l'évolution future des affaires sont nettement plus optimistes. Une majorité d'hôtels et de restaurants s'attendent désormais à une amélioration de la situation des affaires dans les six prochains mois. En revanche, l'effectif global de la branche ne devrait pas fondamentalement changer dans un avenir proche, sachant que ce type d'affirmation fait évidemment toujours abstraction des fluctuations saisonnières et météorologiques.

Encadré 2: Des augmentations de salaire sont-elles possibles?

Les chances de voir les salaires d'une branche revalorisés s'améliorent si d'une part, les entreprises réalisent de bons bénéfices et disposent ainsi de trésorerie pour des augmentations. D'autre part, les entreprises sont volontiers prêtes à verser des salaires plus élevés quand la recherche de personnel est difficile, quand le personnel de qualité est rare et quand l'entreprise doit veiller à être attrayante pour les salarié-e-s.

L'USS établit un «radar des salaires» qui quantifie ces deux critères dans les branches importantes. C'est ainsi que nous disposons d'une évaluation de certaines perspectives salariales dans les différentes branches. Le graphique ci-après démontre que les banques et la branche Transports/communication sont en pleine expansion. Dans ces secteurs, une majorité des entreprises porte une appréciation positive sur la situation des affaires. Simultanément, beaucoup d'entreprises font état de difficultés à trouver de la main d'œuvre. Dans l'industrie du papier et de l'impression, par contre, la situation des affaires est jugée mauvaise et le manque de main d'œuvre est en même temps faible.

Radar des salaires (Solde selon enquête KOF, désaisonnalisé)³



KOF, calculs de l'USS Source:

³ Valeurs pour le commerce de détail et l'hôtellerie restauration, estimées d'après l'appréciation de la situation de l'emploi par les entreprises

5. Stabilisation de l'économie intérieure

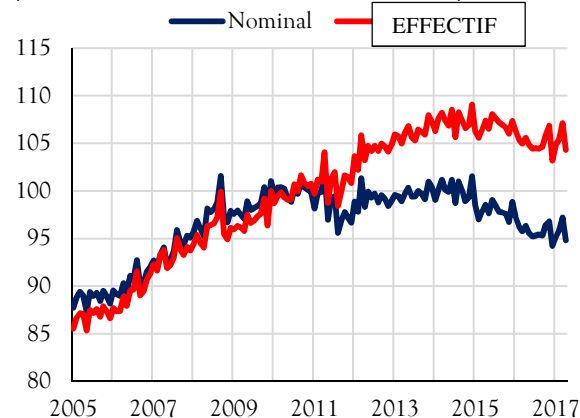
Le commerce en ligne et le franc fort grèvent le chiffre d'affaires du commerce de détail suisse.

Les chiffres d'affaires du commerce de détail se sont stabilisés au cours de cette année. La baisse sensible de ces dernières années a pris fin. Ce recul était particulièrement accentué dans les chiffres d'affaires nominaux. Les prix du commerce de détail ont baissé de plus de 10% depuis 2008 à cause, entre autres, de la forte appréciation du franc mais aussi de la baisse des prix de l'essence et du diesel qui sont déterminants pour le chiffre d'affaires des stations-service. Les chiffres d'affaires effectifs du commerce de détail par individu ont perdu 4,3% depuis 2014, ce qui est considérable.

D'après une estimation sommaire, l'abandon du taux plancher CHF-euro en janvier 2015 aurait entraîné une baisse quantitative (effective) des chiffres d'affaires d'environ 1,5%.⁴ Il faut cependant garder à l'esprit que grâce au franc surcoté, les détaillants peuvent aussi importer leurs marchandises meilleur marché. L'arrivée sur le marché d'opérateurs en ligne tels que Zalando a aussi eu un fort impact. Celui-ci réalise à lui seul un chiffre d'affaires de 534 millions de CHF en Suisse au bout de six ans, ce qui représente 0,5% du chiffre d'affaires total du commerce de détail. La proportion des achats en ligne était de l'ordre de 8,3% en 2016 contre 4,8% en 2012.

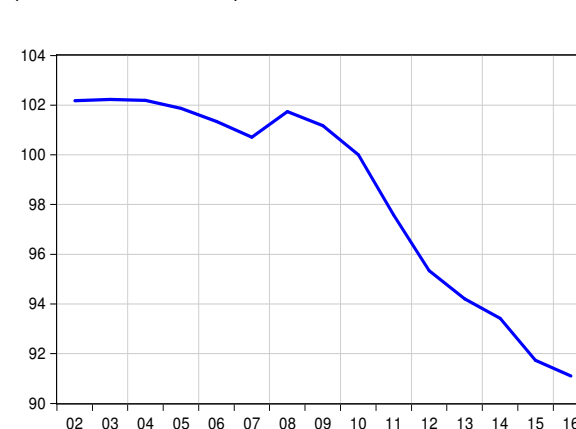
Chiffres d'affaires du commerce de détail

(Indices 2010=100, désaisonnalisé)



Prix du commerce de détail

(Indice 2010=100)

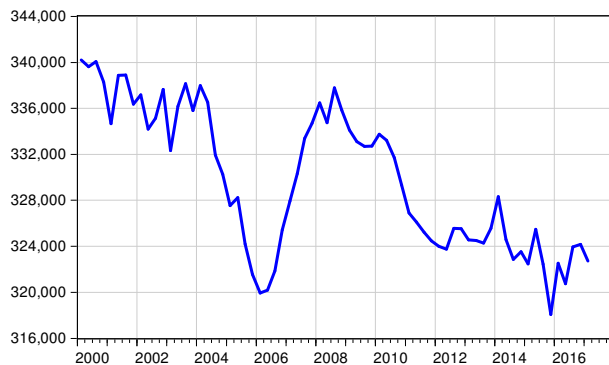


Source: OFS, statistique du chiffre d'affaires du commerce de détail.

La baisse des chiffres d'affaires dans le commerce de détail a malheureusement aussi pesé sur la situation de l'emploi. En 2016, la branche employait encore 322 884 personnes. Au cours des trimestres écoulés, l'emploi a de nouveau légèrement augmenté après un étiage fin 2015 mais la branche est encore loin d'un mouvement d'expansion. D'après les enquêtes du KOF auprès des entreprises de commerce de détail, celles-ci prévoient une stagnation du chiffre d'affaires jusqu'à mi-2017. Elles envisagent donc plutôt de réduire leurs effectifs que de les augmenter.

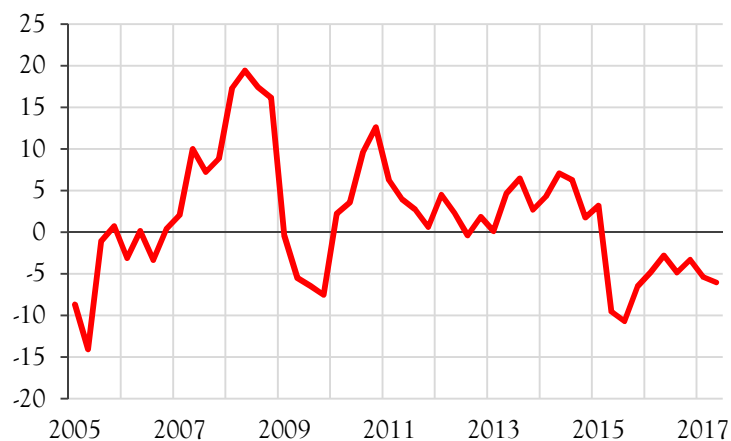
⁴ Estimation OLS avec emploi macroéconomique et cours franc/euro effectif comme variables explicatives.

Actifs dans l'hôtellerie-restauration (personnes, désaisonnalisés)



Source: OFS, statistique de l'emploi

Prévision d'emploi dans le commerce de détail dans les trois prochains mois (solde selon enquête KOF, désaisonnalisé)

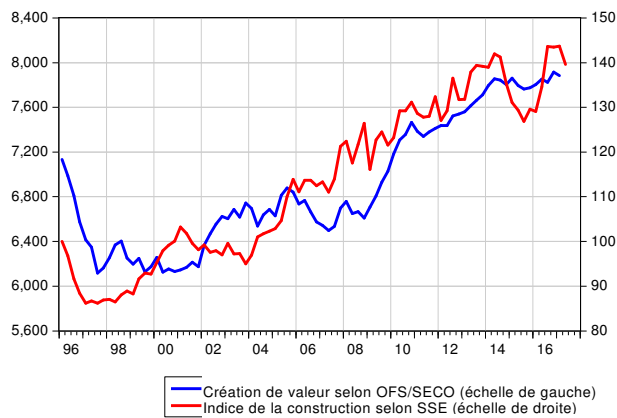


Source: KOF

Conjoncture stable dans la construction

La conjoncture dans la construction est toujours stable. Après une légère inflexion en 2015, l'activité a renoué avec la hausse l'année dernière. A la fois le bâtiment et le génie civil ont atteint un sommet historique.

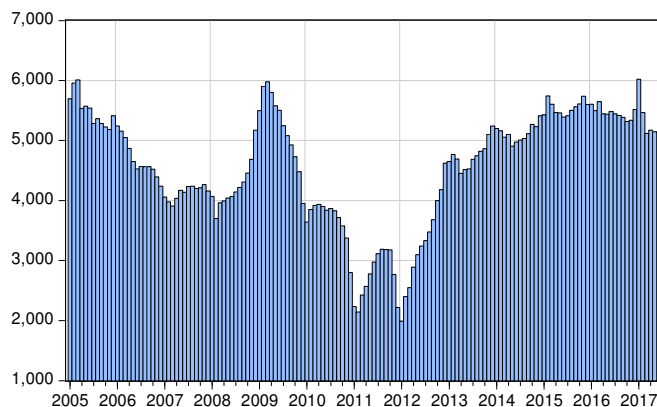
Construction: Création de valeur et production
(Désaisonnalisées)



Source: SECO, SSE

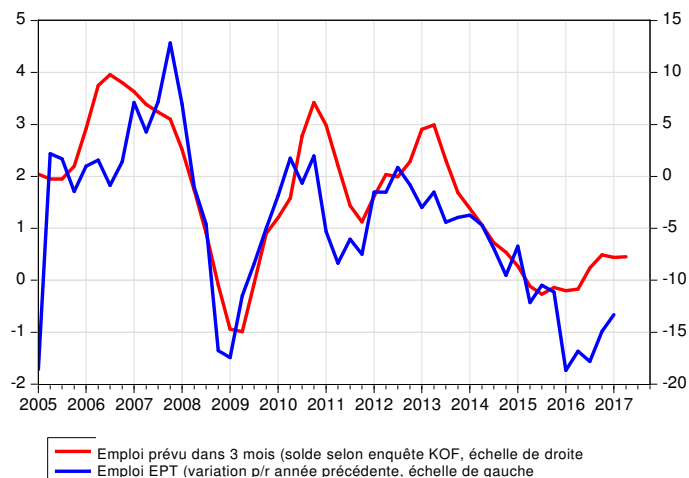
La situation de l'emploi n'a pas fondamentalement changé au cours de l'année écoulée. Les effectifs du secteur principal de la construction sont à peu près constants. Le second-œuvre a accusé un léger recul, tout en sachant que ces évolutions à très court terme d'un trimestre à l'autre ne doivent pas être sur-interprétées. Les chiffres du chômage sont un peu plus encourageants car ils ont légèrement baissé. Cette configuration ne devrait pas beaucoup changer dans les mois à venir. Les résultats de l'enquête du KOF dans la construction équivalent aux moyennes à long terme.

Chômage dans le bâtiment et le génie civil (personnes, désaisonnalisé)



Source: SECO

Évolution de l'emploi dans la construction (Statistique de l'emploi en pourcentage, enquête KOF, désaisonnalisée et corrigée des valeurs extrêmes)



Source: KOF ETH, enquête sur la conjoncture dans l'industrie/OFS, statistique de l'emploi

La conjoncture de la construction restera sans doute stable dans les prochains mois. Avec les taux d'intérêt extraordinairement bas et la croissance démographique persistante les investissements dans des immeubles de logement restent attractifs. Cependant, le marché du logement est de plus en plus saturé mais les prix de l'immobilier continuent de légèrement augmenter. Le segment « Santé et formation » devrait donner des impulsions légèrement positives. L'augmentation démographique nécessite en effet des investissements supplémentaires. Dans le génie civil des infrastructures, les investissements émanant du Fonds d'infrastructure ferroviaire FIF prennent progressivement le relais des effets de la construction des NLFA. Le Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) ne déploiera ses effets qu'en 2018.

Encadré 3: Méthodologie des prévisions conjoncturelles quantitatives de l'USS

Pour ses prévisions du PIB, du chômage et du renchérissement, l'USS s'appuie sur des modèles indiciaires. Dans un premier temps, on identifie les données de sondages, les taux de change, les taux d'intérêts, etc. qui, par le passé, avaient un lien systématique avec le PIB et d'autres éléments de l'année suivante. Ces tenants et aboutissants sont évolués selon des procédés économétriques. Les modèles en résultent. Ceux-ci sont ensuite soumis à des tests de solidité et de fiabilité.

Pour les pronostics, les modèles sont alimentés avec les valeurs des indices les plus récents. Dans le cas de sa prévision du PIB, l'USS utilise par exemple les données de sondages sur les prévisions d'entrées de commandes ou de volumes d'achats des entreprises ainsi que sur l'évolution actuelle des taux de change. La prévision du PIB est ensuite prise en compte dans la prévision du taux de chômage, ce qui garantit la consistance du scénario.

L'avantage de cette méthode est de pouvoir se passer d'hypothèses sur la conjoncture mondiale ou l'évolution des marchés financiers comme c'est le cas pour le KOF. De plus, incroyable mais vrai, il semblerait que de nombreuses banques par exemple ne s'appuient sur aucun modèle pour établir leurs prévisions conjoncturelles.